

UNITÉ
5.1
Contenu de l'unité

- C'est la guerre!
- La guerre au pays
- Les femmes et l'effort de guerre

Le Canada et la Première Guerre mondiale, 1914-1918

INTRODUCTION Malgré les tensions qui subsistent entre ses principaux groupes ethniques, malgré les problèmes liés à l'industrialisation et à l'urbanisation, et malgré sa relation parfois contraignante avec la Grande-Bretagne, le Canada coule des jours relativement prospères et tranquilles au début du 20^e siècle. Cependant, un événement de portée mondiale vient bientôt bouleverser le cours des événements au pays. En 1914, la Première Guerre mondiale éclate, et le Canada s'engage à y participer. Cette première contribution militaire de grande envergure présente des défis inédits pour le jeune État canadien et pour sa population. Elle donne également une nouvelle dimension aux problèmes nationaux. Les rapports entre les Canadiens français et les Canadiens anglais, la relation entre le Canada et la Grande-Bretagne, la place de divers groupes dans la société canadienne, voilà autant de débats qui prendront un nouveau sens sous le coup du conflit mondial.

- *Quelle est la nature de la participation canadienne à la Première Guerre mondiale?*
- *Comment la guerre est-elle perçue et vécue par les Canadiens et les Canadiennes et quels grands changements provoque-t-elle dans la société?*

C'est la guerre!

Le début du 20^e siècle laisse présager des lendemains heureux pour le Canada : sa population s'accroît de façon constante et son économie déborde de vitalité. L'Histoire en décidera autrement. De l'autre côté de l'Atlantique, un réseau compliqué d'alliances et de rivalités crée une situation explosive qui dégénère en conflit armé lorsqu'un incident diplomatique vient mettre le feu aux poudres. C'est la Première Guerre mondiale, dont les échos retentiront jusque dans les plus lointaines campagnes canadiennes.

Les origines de la Grande Guerre

La guerre qui s'amorce tire ses origines de la rivalité croissante entre les principaux pays d'Europe en matière de commerce, et du choc de leurs ambitions impérialistes. Les pays qui ont réalisé plus tardivement leur unification, principalement l'Allemagne et l'Italie, cherchent à rattraper les pays plus anciens, notamment la France et la Grande-Bretagne, sur les plans de la puissance militaire et de l'expansion coloniale. Plus immédiatement, le conflit est

déclenché par l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche-Hongrie, commis par un jeune Serbe à Sarajevo en juin 1914. En représailles, l'Empire austro-hongrois déclare la guerre à la Serbie.

En vertu des alliances et des ententes qui les lient, les principaux pays européens sont tenus de se prêter une assistance mutuelle pour assurer leur protection. Par conséquent, la guerre entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie entraîne aussi l'entrée en guerre de la Russie dans le camp des Serbes et de l'Allemagne dans le camp austro-hongrois, puis celle de la France et de la Grande-Bretagne aux côtés des Russes. C'est ainsi que les Canadiens et les Canadiennes sont plongés dans ce conflit qui va durer plus de quatre ans et au cours duquel le Canada s'affirmera comme une puissance économique et militaire, mais au prix de grands sacrifices.

L'entrée en guerre du Canada

Le Canada est brusquement tiré de sa quiétude en août 1914, quand la Grande-Bretagne déclare la guerre à l'Allemagne. Constitutionnellement, le Canada entre en guerre du seul fait de la déclaration britannique. En effet, la décision de la Grande-Bretagne engage également ses dominions, qui lui sont encore liés dans le domaine des relations extérieures. Par contre, le Canada n'est pas tenu de fournir des soldats à la Grande-Bretagne pour combattre sur les champs de bataille européens. Les politiciens canadiens, le premier ministre Robert Borden en tête, s'empressent tout de même de confirmer au gouvernement britannique la pleine collaboration militaire du Canada en tant que membre de l'Empire. La grande majorité des Canadiens partage cet avis, estimant que la cause est juste et que, de toute façon, le conflit sera vite réglé. Même Laurier, chef de l'opposition, et le nationaliste québécois Henri Bourassa appuient l'effort de guerre. Les diverses forces politiques au pays mettent donc de côté leur différend sur la question de la défense de l'Empire, de sorte que le pays semble plus uni que jamais.

LES PRÉPARATIFS MILITAIRES Sitôt la guerre déclarée, le gouvernement canadien s'affaire à organiser l'effort de guerre. Parmi les premières mesures en ce sens, le Parlement adopte la *Loi sur les mesures de guerre*, qui accorde au gouvernement des pouvoirs extraordinaires afin de garantir la sécurité et la défense du pays, et de faire respecter la loi et l'ordre à l'intérieur de ses frontières. Le véritable défi pour le Canada, cependant, consiste à mettre sur pied une force militaire digne de ce nom, lui qui ne compte que 3 000 hommes dans son armée régulière, appuyés par quelque 60 000 miliciens peu entraînés et mal équipés. Le gouvernement lance donc un appel aux volontaires et crée le Corps expéditionnaire canadien, destiné à se joindre rapidement aux combats en Europe. Le recrutement se déroule rondement : dès octobre 1914, un premier contingent de 32 000 hommes s'embarque à destination des camps d'entraînement en Grande-Bretagne avant d'être envoyé au front.

LE PROFIL DES RECRUES Les volontaires proviennent surtout du Canada anglais et près de la moitié d'entre eux sont des immigrants de fraîche date, nés en Grande-Bretagne. De leur côté, les Canadiens français s'enrôlent en nombre limité. Parmi les recrues, on compte de nombreux Autochtones; plus du tiers des Amérindiens d'âge militaire se portent volontaires. D'autres groupes sont toutefois moins bienvenus. Les Asiatiques et les Noirs en particulier sont souvent refusés par les officiers de recrutement. Les femmes, quant à elles, sont invitées à servir à titre d'infirmières pour soigner les blessés. C'est là leur seule possibilité d'être actives au sein des forces armées.



Fig. 5.4 Des anciens posent avec un groupe de soldats autochtones avant que ceux-ci s'embarquent pour l'Europe. Que révèle cette photo sur l'intégration des Amérindiens dans la société canadienne?

L'effort militaire canadien

LES FAITS D'ARMES À vrai dire, les soldats du Corps expéditionnaire canadien forment un petit contingent parmi l'ensemble des forces alliées. Néanmoins, ils participent à plusieurs affrontements majeurs, d'abord sous le commandement britannique, puis sous celui du Canada. Leur véritable initiation au combat survient à Ypres à l'hiver 1915, où ils sont exposés à une nouvelle arme offensive mise au point par les Allemands : les gaz toxiques. Les Canadiens s'illustrent aussi à la bataille de la Somme en 1916, qui renforce quelque peu les positions alliées mais qui se solde par la perte de 24 000 soldats canadiens morts ou blessés. À la bataille de Vimy, en 1917, l'intervention militaire canadienne s'avère déterminante. Cette offensive alliée, menée par le Corps expéditionnaire canadien, parvient à percer les lignes ennemies en capturant une position allemande qu'on disait imprenable (voir la figure 5.5).

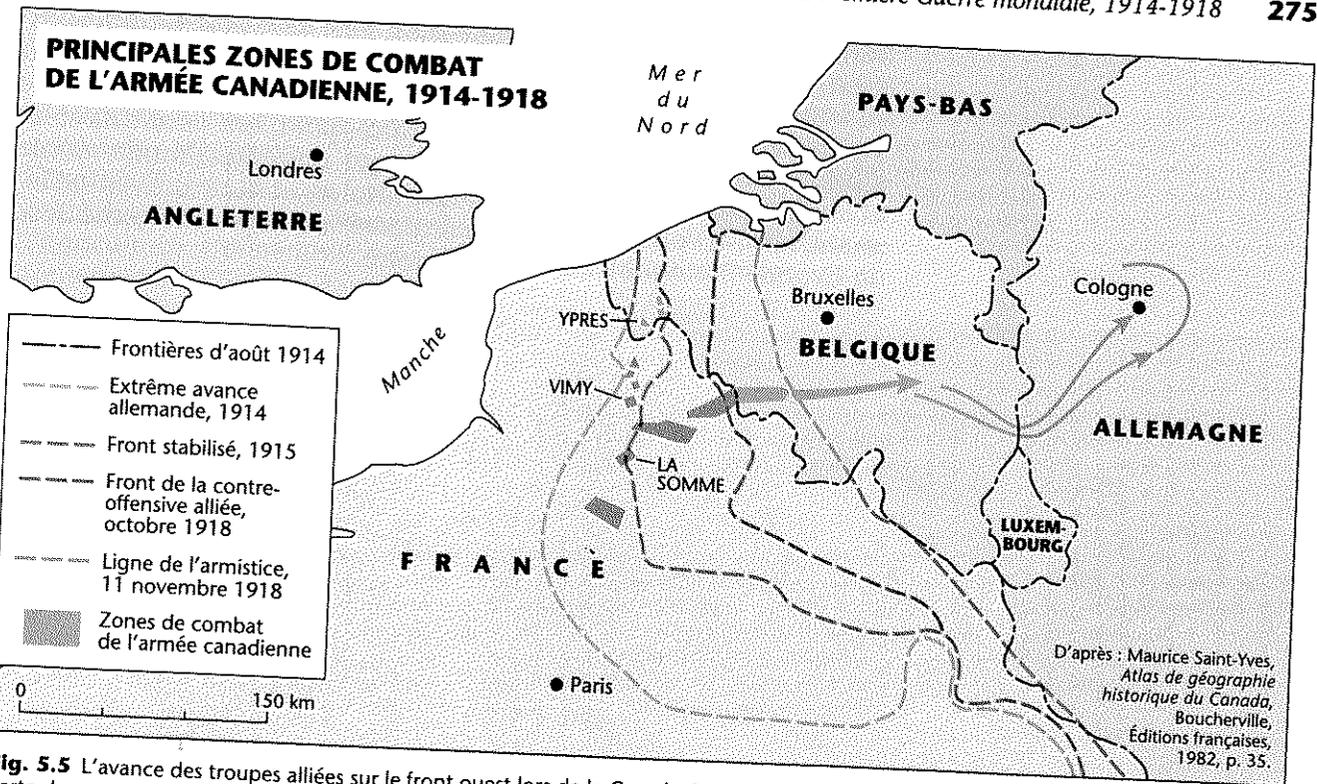


Fig. 5.5 L'avance des troupes alliées sur le front ouest lors de la Grande Guerre progresse lentement et au prix de lourdes pertes. Cette carte donne un aperçu des principales zones où les soldats canadiens ont combattu.

LA CONTRIBUTION HUMAINE Au-delà des faits d'armes, les soldats canadiens subissent toute l'horreur de la guerre. Tenaillés par la faim et le froid, ils doivent affronter le carnage et l'angoisse des combats. Contraints de se réfugier dans des tranchées humides, ils vivent au milieu des bombardements incessants, des cadavres en décomposition, de la boue, de la vermine... À la fin des combats, en novembre 1918, environ 60 000 Canadiens ont perdu la vie sur les champs de bataille européens. Le nombre des compatriotes blessés atteint 144 000, dont près de la moitié seront marqués à jamais par leurs blessures physiques, sans compter les séquelles psychologiques. En fin de compte, le Canada consent un effort de guerre considérable sur le plan humain au cours de la Première Guerre mondiale. Plus de 600 000 Canadiens servent sous les drapeaux en tant que volontaires ou en tant que conscrits, ce qui est beaucoup pour une population d'environ huit millions d'habitants.

LA GESTION MILITAIRE Durant les premières années de la guerre, le gouvernement canadien ne participe pas avec les Britanniques à la gestion du conflit. À l'instar des autres dominions, le Canada n'est pas consulté sur la stratégie militaire ou les développements sur le terrain. Cependant, les politiciens canadiens demandent à avoir leur voix au chapitre au fur et à mesure que la contribution canadienne prend de l'ampleur. À partir de 1916, la Grande-Bretagne reconnaît finalement l'effort de guerre canadien. Dans un premier geste d'ouverture, elle invite le Canada et chacun des autres dominions à se joindre au cabinet de guerre britannique pour

former un cabinet de guerre impérial. Puis elle nomme un Canadien, Arthur Currie, à la tête du Corps expéditionnaire canadien à la suite de la victoire de Vimy en 1917. Par conséquent, bien que coûteuse en vies humaines et en sacrifices pour les Canadiens et les Canadiennes, la guerre procure au pays une plus grande marge d'autonomie dans la conduite de ses affaires militaires. Éventuellement, elle lui vaut même d'être considéré sur un pied d'égalité avec la Grande-Bretagne au sein de l'Empire.

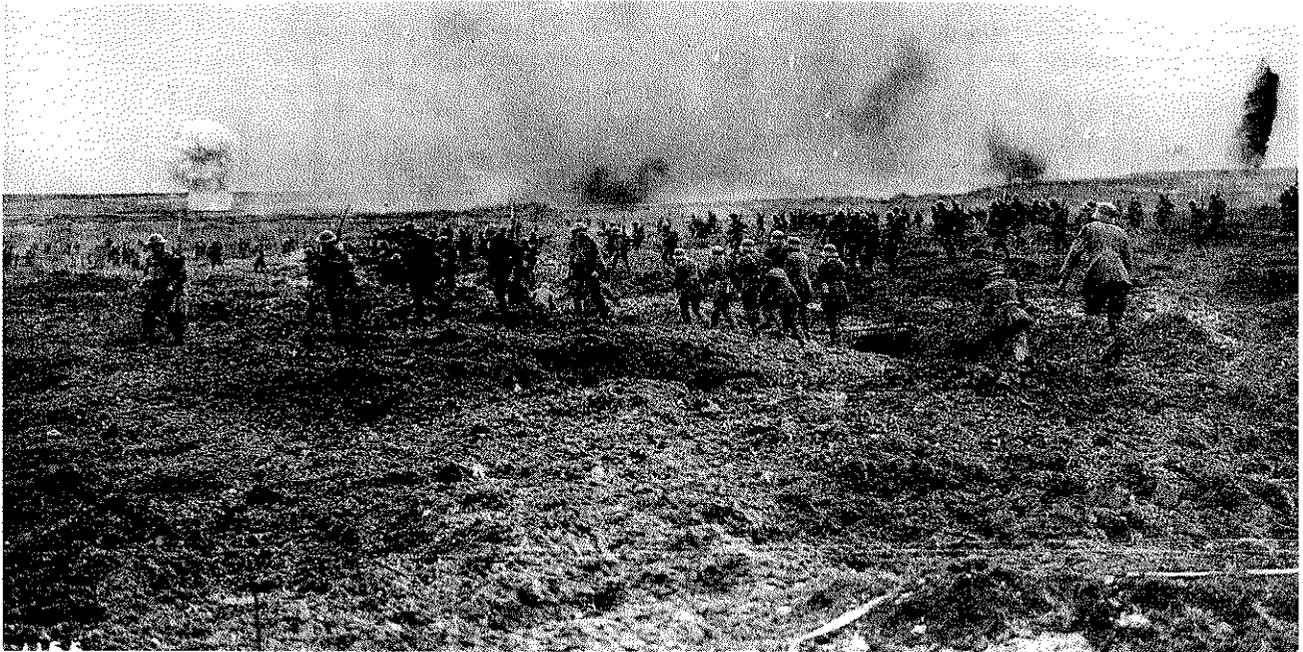


Fig. 5.6 Des soldats canadiens se lancent contre l'ennemi à Vimy, en France. Décris les conditions que les militaires doivent affronter sur le champ de bataille.

La guerre au pays

La guerre ne se déroule pas uniquement sur les champs de bataille, avec des soldats et des armes; elle se déroule aussi sur le front intérieur. Pour appuyer les opérations militaires menées en Europe, le gouvernement canadien doit mobiliser les ressources économiques et humaines du pays, ce qui amène tous les citoyens et les citoyennes à s'engager à divers degrés dans l'effort de guerre. À la longue, cependant, la participation à l'effort de guerre entraîne des difficultés pour le pays, tant du point de vue économique et social que du point de vue politique.

La bataille sur le front économique

AUGMENTER LA PRODUCTION Pour mener le combat contre l'ennemi, il faut des vivres et des munitions en grande quantité. La guerre suscite donc dans un premier temps l'expansion de l'activité économique canadienne. Les agriculteurs produisent davantage, en particulier du blé, pour répondre aux énormes besoins alimentaires des forces alliées et de l'Europe ravagée. De plus, les

industries se lancent à fond de train dans la fabrication de matériel de guerre. Plusieurs manufactures sont transformées en usines d'armements et de nouvelles sont construites à cette fin. Les grandes entreprises se mettent à produire des armes et des munitions à profusion. L'expansion rapide du secteur manufacturier stimule l'exploitation et la transformation des ressources minières. Pour la première fois, la production industrielle du pays dépasse celle de l'agriculture. L'acheminement des ravitaillements en vivres et en matériel vers l'Europe de même que l'envoi des convois de soldats favorisent la croissance du secteur des transports, et les ports de Québec et de Halifax bourdonnent d'activité.



Fig. 5.7 Le 6 décembre 1917, le navire belge *Imo* entre en collision avec le *Mont Blanc*, un navire français chargé de munitions, dans le port de Halifax. Il en résulte une énorme explosion qui rase complètement le quartier industriel de la ville et fait 1 963 morts et quelque 10 000 blessés.

ASSURER LE BON FONCTIONNEMENT DE L'ÉCONOMIE Le gouvernement est aussi appelé à intervenir de diverses manières dans le fonctionnement de l'économie, afin de rationaliser l'utilisation des ressources et d'assurer la stabilité de la production. Ainsi, il réglemente les secteurs de l'alimentation et des combustibles en vue d'éviter les pénuries de produits comme le charbon et le sucre. Cela n'empêche pas que plusieurs familles traversent des hivers froids en raison de la rareté et du coût élevé du charbon. Le gouvernement introduit également des mesures de contrôle dans le domaine du blé et met sur pied le Board of Grain Supervisors. Ce bureau national reçoit le monopole de la vente du blé canadien, de façon à protéger l'approvisionnement du marché canadien et des pays alliés. Enfin, le gouvernement se voit contraint de prendre des dispositions en ce qui a trait aux chemins de fer, point névralgique des transports au pays. Devant la situation financière précaire des grands réseaux de chemins de fer nationaux, il décide d'acheter les compagnies en difficulté (sauf le Canadien Pacifique) pour créer le **Canadien National**. Par la force des choses, la guerre oblige donc l'État à assumer directement un plus grand rôle dans l'économie

Canadien National : Société d'État créée à partir de 1917 par la fusion et la nationalisation de cinq compagnies ferroviaires en difficultés financières, et qui devient ainsi le plus grand réseau ferroviaire d'Amérique du Nord.

du pays. Dans ces conditions, l'influence du gouvernement se fait sentir de façon quotidienne dans la vie de tous les habitants.

FINANCER L'EFFORT DE GUERRE Bien que la guerre dans un premier temps profite à l'économie, il en coûte cher au gouvernement pour la financer. Rapidement, les coffres de l'État se vident, et le gouvernement doit trouver de nouvelles ressources financières pour assumer les dépenses reliées à l'activité militaire. Pour ce faire, il va à la fois exploiter plus à fond ses sources de revenus traditionnelles et trouver de nouveaux capitaux. Ainsi, le gouvernement fédéral augmente les droits de douane et les frais de poste, impose de nouvelles taxes sur divers produits et crée finalement de nouveaux types d'impôts. De plus, il se tourne vers le marché des capitaux pour obtenir des prêts. Il emprunte de grosses sommes sur le marché américain ainsi qu'auprès des investisseurs et des épargnants canadiens grâce à une campagne de vente d'**obligations «de la Victoire»**. En conséquence, la dette du gouvernement canadien passe d'environ 400 millions à plus de deux milliards de dollars entre 1914 et 1918.

obligation de la Victoire : Titre financier émis lors de la Première Guerre mondiale et par lequel l'État canadien contracte des emprunts auprès des particuliers pour financer la victoire des Alliés.

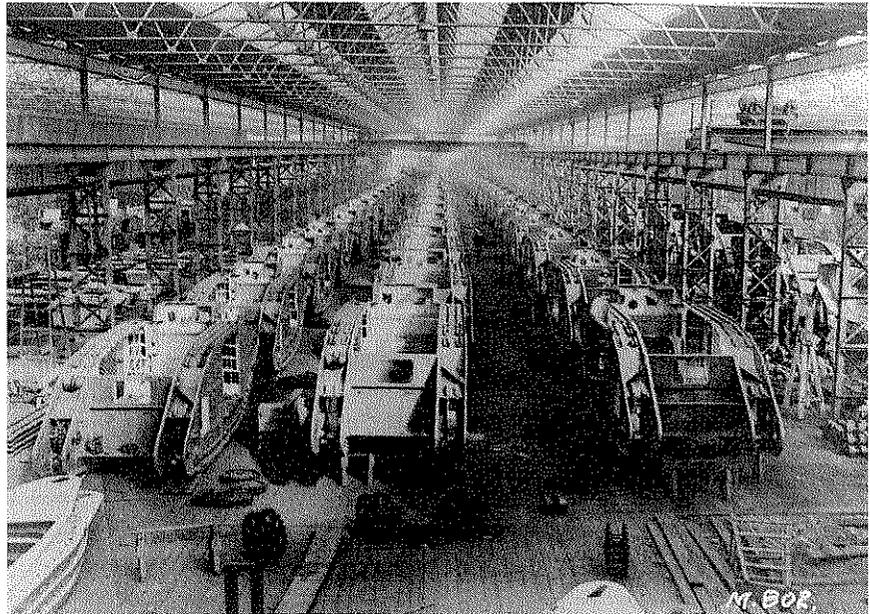


Fig. 5.8 Généralement, la guerre stimule l'évolution technologique; aussi l'industrie canadienne développe-t-elle de nouvelles productions entre 1914 et 1918. Quelle innovation figure sur cette photo?

Un nouvel impôt

C'est durant la Première Guerre mondiale que le gouvernement canadien introduit le premier régime d'impôt sur le revenu. Cette mesure, à l'origine temporaire, doit permettre à l'État d'obtenir des ressources supplémentaires pour financer l'effort de guerre. En 1918, elle touche moins de 1 p. 100 de la population active. De nos jours, l'impôt sur le revenu constitue l'une des principales sources de revenus des gouvernements, et peu de Canadiens y échappent. Et dire que cet impôt se voulait temporaire!

LES RETOMBÉES SOCIALES L'effort de guerre apparaît également très coûteux pour les individus. Premièrement, le gouvernement se montre plus gourmand sur le plan de la fiscalité et puise davantage dans les poches des contribuables. De plus, les prix à la consommation montent en flèche à cause de la demande croissante de produits dans le secteur manufacturier, de la hausse des coûts de la main-d'œuvre et de la forte demande de capitaux sur le marché des emprunts. L'inflation est si prononcée que les prix de plusieurs produits d'utilisation courante doublent pendant les années de la

guerre. En bout de ligne, le pouvoir d'achat de nombreux consommateurs diminue malgré l'augmentation de leurs salaires. Insatisfaits, les travailleurs adhèrent en plus grand nombre aux syndicats et recourent plus volontiers à la grève. En retour, le gouvernement fédéral interdit les lock-out et les grèves pour la durée de la guerre. En somme, la guerre accroît éventuellement les tensions sociales au pays, de même qu'elle attise les divisions ethniques.

Les «étrangers ennemis»

Plusieurs milliers de citoyens canadiens sont originaires des pays que combat le Canada sur les champs de bataille européens. Certains Canadiens d'origine allemande ou austro-hongroise, en particulier, se trouvent donc partagés entre la loyauté envers leur pays d'adoption et l'attachement à leur terre ancestrale. D'autres, par contre, résident depuis longtemps au Canada et éprouvent peu ou pas de liens avec leur pays d'origine. Néanmoins, des tensions ethniques se manifestent entre la population canadienne dans son ensemble et les Canadiens issus des pays ennemis. Le gouvernement, ainsi qu'une bonne partie de l'opinion publique, en vient à identifier ces gens comme étant des «étrangers ennemis».

Dès le déclenchement de la guerre, les Canadiens originaires d'Allemagne ou d'Autriche-Hongrie sont frappés par des mesures spéciales qu'autorise la *Loi sur les mesures de guerre*. Au début, ils sont forcés de s'inscrire auprès des autorités et de porter en tout temps une carte d'identité indiquant leur origine nationale. Environ 8 000 d'entre eux sont également internés dans des camps de détention. En 1917, par l'adoption de la *Loi sur les élections en temps de guerre*, le gouvernement retire même le droit de vote aux citoyens qui ont immigré au Canada après 1902 en provenance d'un pays ennemi. Les réactions défavorables à l'égard de ces néo-canadiens proviennent aussi de l'opinion publique. Les «étrangers ennemis» sont victimes de discrimination et s'attirent la méfiance au cours de la guerre.

crise de la conscription

Toutefois, les plus grands déchirements ethniques à survenir au cours de la guerre ont lieu entre Canadiens français et Canadiens anglais. Durant les premières années du conflit, peu de Canadiens français s'enrôlent dans l'armée pour diverses raisons. Ils n'éprouvent guère d'affinités avec la Grande-Bretagne, anglophone et protestante, ni de liens avec la France, terre lointaine de leurs ancêtres. De plus, ils se sentent peu à l'aise dans l'armée canadienne, qui fonctionne essentiellement en anglais. Les Canadiens anglais leur reprochent donc de ne pas faire leur part dans la conduite de la guerre. Une partie de l'opinion publique au Canada anglais va jusqu'à demander que le gouvernement rende le service militaire obligatoire pour forcer tous les Canadiens à participer au conflit. Mais le gouvernement juge préférable de n'adopter la **conscription** qu'en dernier recours, sachant que cette mesure est fort impopulaire.

conscription : Inscription obligatoire sur les listes de l'armée de tous les jeunes hommes qui ont atteint l'âge légal pour le service militaire; se dit aussi du service militaire obligatoire lui-même.

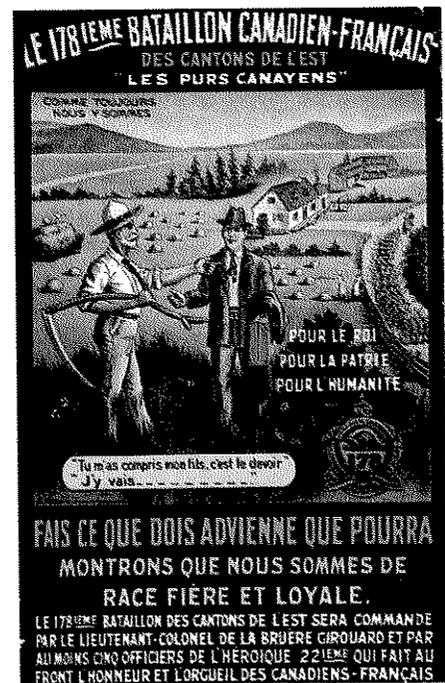


Fig. 5.9 Ces affiches, produites par le gouvernement fédéral lors de la Première Guerre mondiale, invitent les Canadiens français à s'enrôler dans l'armée. Quels thèmes la propagande gouvernementale exploite-t-elle pour convaincre les civils?

Une autre source de conflit

Comme si les tensions au sujet de la participation canadienne à la guerre n'étaient pas suffisantes, la crise des écoles qui fait rage en Ontario depuis le début des années 1910 vient jeter de l'huile sur le feu du conflit qui dresse les Canadiens français contre les Canadiens anglais. La crise scolaire met aux prises les francophones de l'Ontario, qui souhaitent recevoir une éducation en français dans les écoles de la province, et les Anglo-Ontariens de religion protestante ou catholique, qui s'y opposent. En 1915, le gouvernement de l'Ontario donne force de loi au règlement 17, adopté quelques années plus tôt, qui interdit presque complètement l'enseignement du français dans les écoles. Les francophones de l'Ontario et tous les Canadiens français à leur suite réagissent vivement au geste du gouvernement ontarien. Le débat se transporte au Parlement fédéral et envenime les rapports ethniques durant toute la guerre. Le nationaliste Henri Bourassa dira même qu'il n'est pas nécessaire d'aller en Europe pour combattre l'ennemi, car les «Prussiens» (Allemands) sont déjà chez le voisin, en Ontario, à faire la guerre contre les minorités.

LE PROBLÈME MILITAIRE Avec la guerre qui se prolonge, le nombre des victimes sur les champs de bataille ne cesse de croître. Il devient bientôt urgent d'envoyer des renforts aux troupes alliées. En 1916, le premier ministre Borden s'engage à doubler les effectifs du Corps expéditionnaire canadien, les faisant passer de 250 000 à 500 000 hommes. Or, au même moment, le nombre de Canadiens qui se portent volontaires accuse une diminution sensible. Les recrues potentielles sont plutôt attirées par la possibilité de trouver aisément un emploi au pays. Puisque les volontaires ne suffisent plus, le gouvernement Borden choisit de remplir son engagement en tentant de mieux gérer les ressources humaines. Il crée une commission chargée de dresser la liste de tous les Canadiens aptes au combat, et d'évaluer si leur présence à leur travail est plus souhaitable pour la nation que leur envoi sur les champs de bataille. Vu l'importance des denrées alimentaires, Borden assure que les travailleurs agricoles ne seront pas mobilisés. Le gouvernement instaure également un service militaire interne pour ceux qui ne veulent pas servir en Europe, ce qui dégagerait les soldats responsables de la sécurité à l'intérieur du pays. Ces mesures donnent toutefois peu de résultats, compte tenu des énormes objectifs du gouvernement; le problème du recrutement demeure donc entier.

LE PROBLÈME POLITIQUE Lié par ses engagements militaires envers la Grande-Bretagne, Borden en vient à la conclusion que la conscription est inévitable. Cependant, il est conscient qu'une partie de la population s'oppose farouchement au service militaire obligatoire, en particulier les Canadiens français, mais aussi des fermiers et des travailleurs du Canada anglais. Borden doit donc trouver le moyen de recueillir pour la mesure le plus vaste appui possible parmi les électeurs aussi bien que dans l'enceinte du

arlement. Il propose donc à Laurier de former un gouvernement d'union nationale, mais le chef des Libéraux refuse, soucieux des conséquences que la conscription va entraîner. Toutefois, plusieurs députés anglophones du Parti libéral font défection et s'associent aux conservateurs. Les membres de la coalition politique forment un gouvernement d'union, dirigé par Borden et composé essentiellement de Canadiens anglais. Pour imposer la conscription, la *Loi sur le service militaire obligatoire* est soumise au vote des Communes. Presque tous les députés anglophones votent pour, presque tous les élus francophones se prononcent contre. Résultat : la Chambre des communes se divise radicalement selon l'appartenance linguistique.

LE VERDICT DE L'ÉLECTORAT Le gouvernement d'union déclenche des élections pour que la population lui donne le mandat de procéder à la conscription. Afin de faciliter son retour au pouvoir, il adopte au préalable de nouvelles lois qui permettent aux soldats envoyés outre-mer de participer aux élections et qui accordent en plus le droit de vote aux femmes de leur famille immédiate. De plus, le gouvernement réitère sa promesse aux fermiers d'exempter leurs fils du service militaire. Les candidats du gouvernement d'union remportent les élections haut la main, grâce à l'appui du Canada anglais. Le pays est néanmoins divisé, sinon déchiré. Les électeurs des Maritimes élisent plusieurs candidats libéraux, spécialement dans les régions acadiennes. Plus encore, les Québécois votent en bloc contre les unionistes.

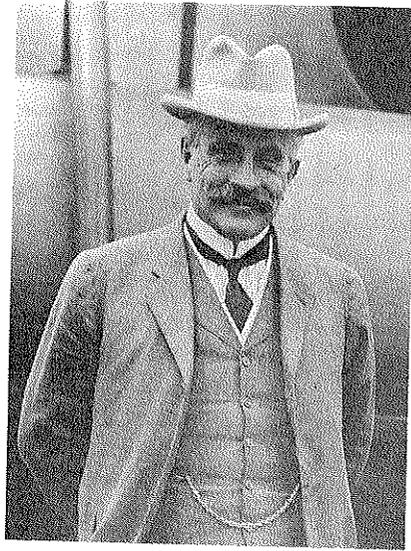


Fig. 5.10 En 1916, le mandat du gouvernement conservateur est exceptionnellement prolongé d'un an, vu l'état de guerre. Ce sursis permet à Borden de rallier suffisamment d'appuis pour former une coalition dite «d'union», qui est portée au pouvoir en 1917.



Fig. 5.11 La province de Québec est le théâtre de nombreuses manifestations contre la conscription, comme celle-ci, tenue au square Victoria, à Montréal, en mai 1917. Pourquoi les Canadiens français sont-ils plus nombreux à prendre position contre l'enrôlement obligatoire?

Dans les archives

Le recrutement des soldats

La nature de l'effort de guerre devient vite un enjeu politique durant la Première Guerre mondiale. Encore une fois, les Canadiens anglais et les Canadiens français ont des vues opposées. Au cœur du débat se situe une question fondamentale : le recrutement des soldats.

◆ Au début du conflit, l'armée canadienne fait appel à l'enrôlement volontaire. Malgré les risques et périls du service militaire, de nombreux jeunes, surtout d'origine britannique, se portent volontaires. C'est le cas de H.L. Livingstone, du Cap-Breton, qui explique les motifs de son engagement militaire :

Je me suis enrôlé dans le 106^e Bataillon parce que mon plus vieux frère était un officier dans cet uniforme. Je me suis engagé à une assemblée de recrutement à l'école de Big Bras d'Or [...]. Je pense qu'en grande partie c'était juste pour faire le brave. Je suis devenu quelqu'un d'important (j'étais rien qu'un garçon, j'avais 18 ans) en m'enrôlant devant l'assemblée communautaire. Ce sentiment – créé par la propagande – était répandu dans toute la société, jusque dans les régions rurales. Je me rappelle que quelqu'un est venu chez nous et que ma mère a suspendu le portrait d'un soldat avec une citation de Robert Burns : « Pour de l'or, le marchand sillonne l'océan / Le fermier laboure le domaine. / La gloire est le prix du soldat, / La richesse du soldat est l'honneur. » C'était de la propagande habile. C'est devenu une affaire émotive. Patriotique et émotive. Et je dirais que tout le monde avait le crâne bien bourré. Le Cap-Breton au complet, en tout cas. Tout le monde est entré dans l'armée, et environ la moitié ont été tués.

Source : Ronald Caplan (sous la direction de), *Cape Breton Lives: A Book from Cape Breton's Magazine*, St. John's, Breakwater Books, 1988, p. 151-152 (traduction).

Pourquoi ce vétéran s'est-il enrôlé dans l'armée alors qu'il n'avait que 18 ans? Quel rôle la propagande gouvernementale a-t-elle joué dans sa décision?

◆◆ À mesure que la guerre se prolonge, le problème du recrutement se fait toutefois sentir avec plus d'acuité. Dès la fin de 1916, plusieurs Canadiens jugent que l'appel au volontariat ne suffit plus à combler les besoins. Par conséquent, le premier ministre Robert Borden introduit en juin 1917 un projet de loi rendant le service militaire obligatoire. Voici comment Borden justifie cette mesure :

Je suis en situation de dire à la Chambre et au pays que le besoin de renforts est urgent, pressant [et] impérieux.

[...] Les renforts actuellement disponibles ne dureront que quelques mois [...]. Nous sommes tous fiers de ce que le Canada ait joué un rôle important et brillant dans cette guerre. Les exploits de nos troupes ont placé notre pays au premier rang des nations, et la question qui se pose [...] est celle-ci : le Canada accepte-t-il de diminuer son effort dans la période la plus critique de la guerre, où il s'agit de son héritage, de sa constitution et de sa liberté? Je suis sûr que la réponse de la Chambre et du pays sera la même, à savoir que le Canada ne peut pas et ne doit pas lâcher prise.

Source : Canada, *Débats de la Chambre des communes*, séance du 11 juin 1917, p. 2241, 2243.

Pourquoi faut-il imposer le service militaire obligatoire selon Borden?

◆◆◆ Toutefois, la décision du gouvernement est loin de faire l'unanimité. Dans un discours à la Chambre des communes, le chef de l'opposition, Wilfrid Laurier, met en lumière la controverse suscitée par la conscription parmi la population du pays. En voici un extrait :

Nous sommes en présence de l'une des questions les plus complexes qui aient jamais été soumises au Parlement. Il existe à ce sujet une profonde divergence d'opinions parmi le public et au sein de la députation. Il y a ici des hommes qui, trente années durant, ont été nos collaborateurs politiques, et qui approuvent la conscription, et il y a parmi les partisans du ministère des gens qui n'en veulent pas.

Un tel état de choses nous démontre combien profond est l'abîme qui sépare les deux camps. En présence d'une situation semblable, dira-t-on qu'il est sage et de bonne guerre d'imposer le service obligatoire à la population? Dira-t-on que cela tendra à faire régner le bon accord? Le ministère eût été mieux avisé, il me semble, de maintenir l'union entre tous les groupes de notre population au lieu de proposer le service obligatoire.

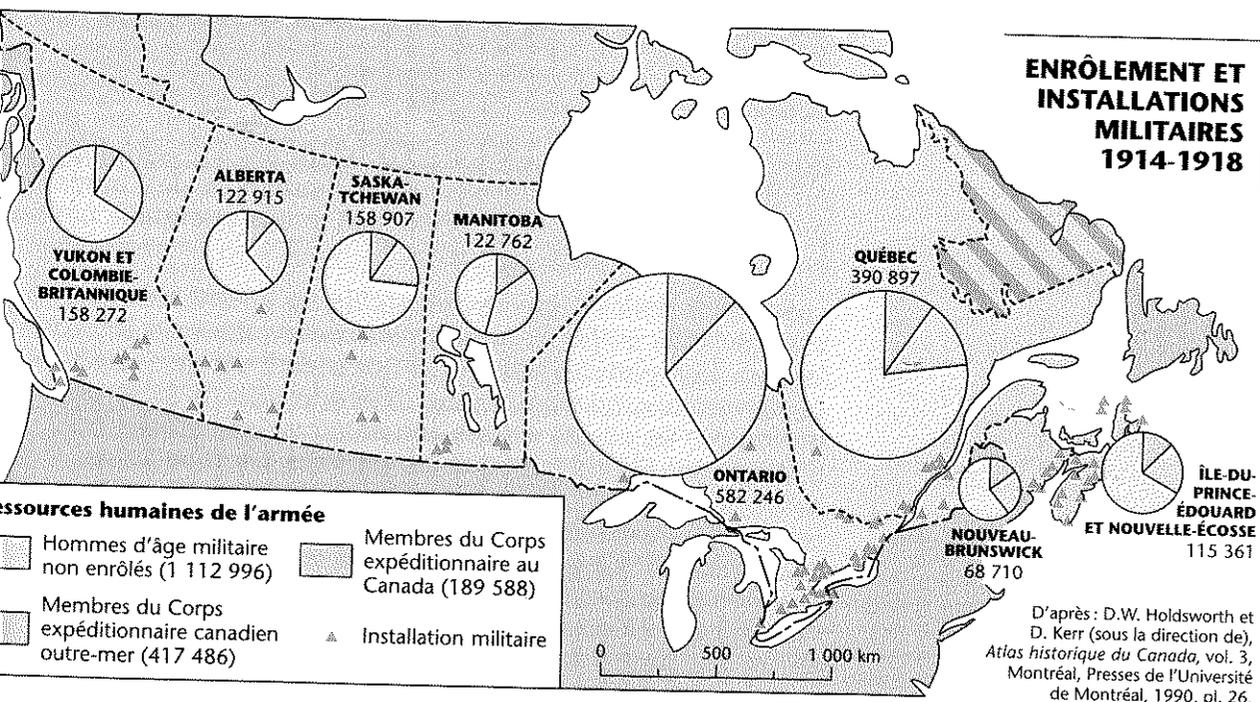
Source : *Ibid.*, séance du 18 juin 1917, p. 2467.

Quelle est la position de Laurier au sujet du service militaire obligatoire? Que déplore-t-il?

Rédige une lettre d'opinion au courrier des lecteurs d'un journal de l'époque pour te prononcer sur la conscription. Adopte le point de vue de l'une des personnes suivantes : un soldat canadien d'origine britannique qui s'est porté volontaire, un père de famille acadien, la sœur d'un jeune militaire des Prairies ou un nationaliste canadien-français, partisan d'Henri Bourassa.

L'APPLICATION DE LA CONSCRIPTION Le mandat de Borden est clair : procéder au plus tôt au rassemblement des conscrits. La mobilisation générale commence au début de 1918. Tous les hommes célibataires âgés de 20 à 45 ans sont appelés au service. Revenant sur sa parole, le gouvernement mobilise également les travailleurs agricoles. Des milliers de conscrits, dont beaucoup de Canadiens français mais aussi des Canadiens anglais, demandent une dispense ou prennent la clef des champs, poursuivis par la police militaire. La réaction est particulièrement vive au Québec. Des émeutes éclatent à Montréal à la fin de l'été 1917. À Québec, au cours d'une nouvelle émeute en mars 1918, l'armée intervient et tire sur la foule. Bilan : cinq morts parmi les civils, des dizaines d'autres blessés.

L'IMPACT DE LA CONSCRIPTION Ironie du sort, la conscription aura peu d'impact du point de vue militaire. Sur 400 000 Canadiens jugés aptes à servir sous les drapeaux, seulement 125 000 ont effectivement été conscrits et aussi peu que 25 000 se rendent sur les champs de bataille en France. De plus, au moment où elle est mise en œuvre, il ne reste que quelques mois avant que les Alliés ne remportent la victoire. En définitive, la conscription a surtout pour effet de faire monter les tensions parmi la population du pays, spécialement entre Canadiens français et Canadiens anglais. Le prix à payer est lourd, car les divisions ethniques exacerbées par la conscription demeureront longtemps ancrées dans la mémoire de nombreux Canadiens.



5.12 La majorité des hommes célibataires âgés de 20 à 45 ans évite de s'enrôler dans l'armée. Toutes proportions gardées, dans quelle province répondent-ils le plus à l'appel aux armes? Dans laquelle y répondent-ils le moins?

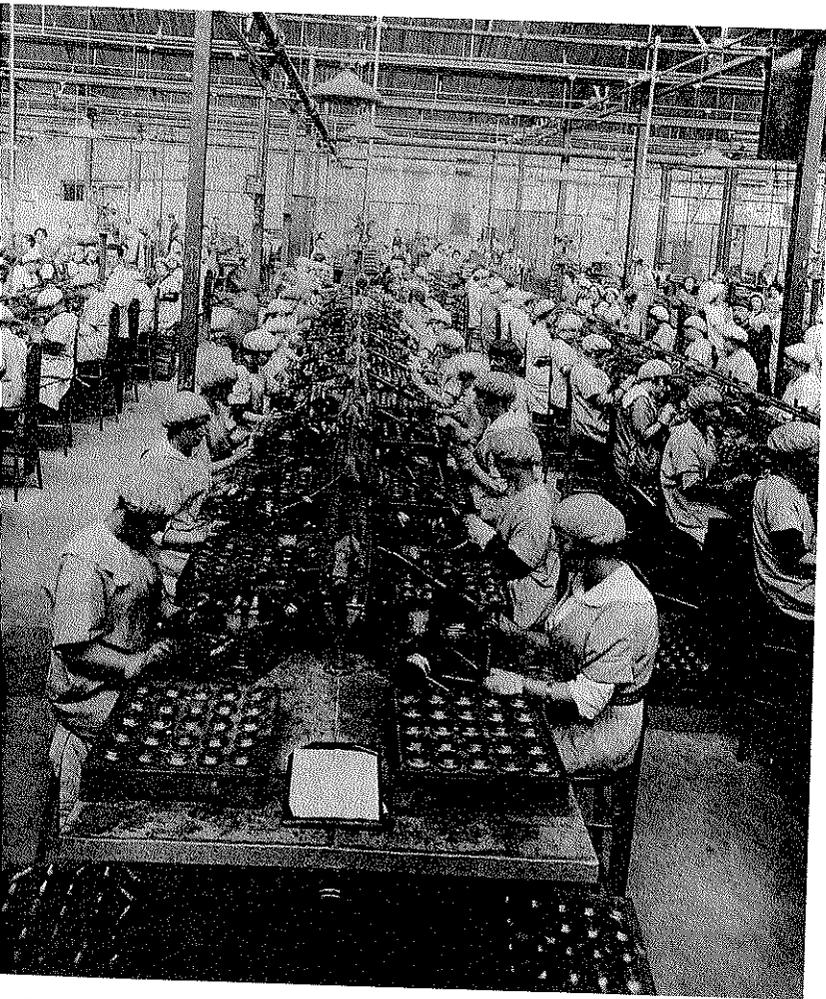
Les femmes et l'effort de guerre

Du point de vue militaire, la Première Guerre mondiale est essentiellement une affaire d'hommes, car les femmes ne peuvent pas participer directement aux combats. Néanmoins, les Canadiennes apportent une contribution fondamentale à l'effort de guerre. Ainsi, étant donné la pénurie de main-d'œuvre, les femmes se retrouvent en plus grand nombre sur le marché du travail, non seulement dans les secteurs d'emploi traditionnels, mais aussi dans les secteurs traditionnellement réservés aux hommes. Les travailleuses salariées sont principalement des célibataires, les femmes mariées étant invitées à contribuer à l'effort de guerre par des activités de bénévolat. D'une certaine façon, la guerre améliore la situation professionnelle et économique des Canadiennes et conduira éventuellement à leur avancement politique.

Leur travail

Dans l'ensemble, la contribution des femmes à l'effort de guerre prend diverses formes. Certaines femmes participent de près à l'activité militaire en tant qu'infirmières dans le Corps expéditionnaire canadien. Environ 3 000 Canadiennes servent ainsi outremer durant la Grande Guerre, à soigner les blessés dans des camps de fortune. Au pays, de nombreuses femmes œuvrent bénévolement dans des organisations charitables. Par exemple, elles tricotent des bas et des mitaines et préparent des colis pour les soldats au front. Les agricultrices, pour leur part, doivent souvent remplacer sur la ferme leur mari ou un fils parti au combat, tout en continuant d'assumer leurs tâches habituelles. Toutefois, la percée des femmes se remarque surtout dans les industries, les manufactures et les bureaux, où les travailleuses doivent combler le vide laissé par les hommes enrôlés dans l'armée. Rien que dans les usines de munitions, quelque 30 000 femmes sont employées à la fin de la guerre. Plus discrète dans l'ensemble de l'industrie, la présence des femmes ne se révèle pas moins essentielle pour faire fonctionner l'industrie de guerre.

En dépit de leur apport indéniable, la guerre n'amène pas de changements profonds dans la place des femmes sur le marché du travail. L'emploi des femmes est considéré comme une situation exceptionnelle nécessaire pour répondre aux besoins de la crise nationale. En ce qui a trait aux salaires, les femmes continuent d'être moins rémunérées que les hommes. Dans les usines d'armements, notamment, les femmes reçoivent entre 50 et 80 p. 100 du salaire des hommes. À la fin de la guerre, plusieurs femmes se retrouvent sans emploi en raison de la chute de la demande de main-d'œuvre dans le secteur militaire et du retour des soldats démobilisés. L'épisode de la guerre montre qu'aux yeux de plusieurs les femmes constituent un réservoir de main-d'œuvre bon marché qu'on peut manipuler au gré de la conjoncture.



13 Une usine de munitions de Verdun, près de Montréal, où le personnel est principalement féminin. Quel rôle les femmes jouent-elles dans l'effort de guerre en?

Avancement politique

La Première Guerre mondiale ne procure pas aux Canadiennes des gains permanents sur le marché de l'emploi, elle leur permet de réaliser un gain fondamental pour l'avancement de leur statut. En effet, c'est au cours de la guerre que le monde politique s'ouvre partiellement aux femmes du pays, alors que le droit de vote leur est accordé dans la même mesure qu'aux hommes dans la plupart des provinces et sur la scène fédérale. Le Manitoba est la première province à octroyer le droit de vote aux femmes en 1916. L'Alberta et le Saskatchewan et l'Alberta l'imitent rapidement, ce qui traduit quelque sorte la reconnaissance du rôle joué par les femmes dans les sociétés pionnières des Prairies. À l'échelle nationale, certaines femmes obtiennent le droit de vote aux élections de 1917. Il s'agit de femmes infirmières militaires ainsi que des épouses, mères, sœurs et des majeures des soldats enrôlés dans l'armée. Ce geste du gouvernement Borden n'est pas désintéressé; il vise avant tout à donner une voix aux personnes les plus susceptibles d'appuyer la

Enfin la prohibition!

La Première Guerre mondiale voit aussi l'aboutissement d'un combat que plusieurs femmes ont mené depuis des années : la prohibition des boissons alcoolisées. Pour des motifs essentiellement patriotiques, le gouvernement fédéral emboîte en effet le pas à plusieurs provinces et interdit d'abord la fabrication et l'importation pour consommation de boissons alcoolisées en 1917, puis la consommation d'alcool en 1918. Cependant, la victoire prohibitionniste est de courte durée : dès la fin de la guerre, le gouvernement fédéral met un terme à la prohibition nationale. La plupart des provinces ne tarderont pas à lever à leur tour l'interdiction qui pèse sur la vente et la consommation d'alcool.

décision d'imposer la conscription. Finalement, le droit de vote aux élections fédérales est étendu à toutes les femmes à compter de 1918. Les Canadiennes devancent ainsi leurs consœurs britanniques et américaines à l'échelon national.

**CHRONOLOGIE DES DROITS POLITIQUES DES CANADIENNES,
1916-1940**

Province	Année d'obtention du droit...	
	de vote	d'occuper un poste électif
Manitoba	1916	1916
Saskatchewan	1916	1916
Alberta	1916	1916
Colombie-Britannique	1917	1917
Ontario	1917	1919
Nouvelle-Écosse	1918	1918
Canada (fédéral)	1918	1919
Nouveau-Brunswick	1919	1934
Île-du-Prince-Édouard	1922	1922
Terre-Neuve*	1925	1925
Québec	1940	1940

* Dominion britannique jusqu'en 1949.

Source : Alison Prentice et al., *Canadian Women: A History*, Toronto, Harcourt Brace Jovanovich, 1988, p. 207-208.

La situation des femmes durant la Grande Guerre reflète bien les multiples dimensions du premier conflit mondial. Ainsi, la guerre entraîne des changements sociaux et politiques importants, et favorise une rapide expansion économique. Pour plusieurs Canadiens et Canadiennes, elle exige d'importants sacrifices matériels, sans oublier qu'elle conduit souvent à des tragédies personnelles. Entre 1914 et 1918, le pays tout entier traverse une rude épreuve. Même si le territoire canadien est épargné par les combats, la population du pays déplore de nombreuses pertes humaines et est divisée par les conflits ethniques et politiques.



Fig. 5.14 Des infirmières canadiennes exercent pour la première fois leur droit de vote à partir d'un camp militaire en France en 1917. De quelle façon l'effort de guerre favorise-t-il l'octroi du droit de vote aux femmes du pays?

CONCLUSION Quand la guerre prend fin avec la signature de l'armistice le 11 novembre 1918, tous les Canadiens et les Canadiennes poussent un soupir de soulagement. Ils peuvent désormais considérer que les sacrifices consentis pendant les années de guerre sont chose du passé, et espérer que l'avenir leur réserve des jours meilleurs. À la faveur du climat économique rassurant, certains parviendront à rehausser leur niveau de vie et à goûter aux plaisirs de la vie moderne. D'autres, par contre, profiteront moins du vent de folie qui souffle au début des années 1920. Derrière l'esprit de fête qui anime une partie de la population se cache malgré tout une dure réalité pour plusieurs familles du pays.

Activité de synthèse

L'obtention du droit de vote marque une étape cruciale dans la marche des femmes vers l'égalité. Jusqu'alors, les Canadiennes étaient tenues à l'écart du domaine politique, qui joue pourtant un rôle majeur dans la vie des sociétés. À cause de cette exclusion, les personnes qui écrivent l'histoire, en s'appuyant bien souvent sur les événements politiques, en sont réduites à parler peu des femmes.

Comment cette lacune se traduit-elle dans ton manuel? Quelle place celui-ci accorde-t-il aux femmes et comment en traite-t-il? Pour répondre à ces questions, tes camarades de classe et toi pourriez vous réunir en plusieurs groupes afin que chaque groupe dresse une liste des thèmes de toutes les illustrations d'un module. Examinez ensuite combien d'illustrations comportent des femmes et dans quelle situation elles les représentent. Mettez tous en commun les résultats de votre examen. Dans l'ensemble, les femmes reçoivent-elles un traitement équitable?